Transport Durable au Bénin : la ville de Cotonou, un bon élève ?

Alors que presque toutes les principales villes du monde adoptent des modes transport durable avec à la clé de probants résultats, la capitale économique du Bénin peine à relever ce défi. A Cotonou, la majeure partie du transport routier est assurée par les légendaires « Zémidjan » et les fameux Taxi, « Tôkpa-Tôkpa ». Ils sont devenus tout aussi populaires et garantissent à presque toute la population la mobilité, malgré les risques liés à la pollution.

Samedi 25 septembre 2021. Il est 12 heures 15 minutes au bouillant carrefour Vêdoko. À cet endroit, l'atmosphère se caractérise par d'épaisses fumées opaques et nauséabondes qui s'échappent des vrombissements des Taxis-motos, majoritaires et remarquables sur toutes les voies avec leur uniforme jaune.

Le phénomène est lié à une utilisation des motos à deux roues notamment les taxis motos appelés « Zémidjan » dont le nombre atteint des centaines de milliers pour servir de mobilité à la population. Pourtant, ce mode de transport apparu dans les années 1980-1990 est caduc et déconseillé pour atteindre l'objectif 11 du développement durable qui voudrait des villes et communautés durables.

Un mode de transport pollueur

À en croire les scientifiques, le monoxyde de carbone (CO) et le dioxyde d'azote (NO_2) donnent des taux dépassant souvent le seuil retenu par la réglementation Béninoise. Pour preuve, le carrefour du grand marché Tokpa de Cotonou présenterait les plus forts taux mesurés avec un maximum de 214,7 mg/m3 de CO.
En dehors des risques élevés de pathologies respiratoires,

oculaires et oto-rhino-laryngologiques sur la santé humaine, c'est aussi le cadre de vie urbain qui est pollué.
Les environnementalistes béninois et autres grands défenseurs de la couche d'ozone ont d\\\'ailleurs dénoncé, à maintes reprises, une pollution atmosphérique à des proportions inimaginables et proposent d'aller vers des moyens de transport verts.
Bien perceptible, la moto la plus utilisée de nos jours est celle de la marque «BAJAJ®». Selon sieur Anatole AGO, la quarantaine, c'est faute d'emploi ajouté au besoin de mobilité dans la ville que les Zemidjan affluent.

Avec plus de 15 ans d'ancienneté dans le Job de Zémidjan, sieur Anatole est conscient de l'impact de son job sur sa santé et dans son cadre de vie. Il tente impuisamment de justifier le fait. « Cette moto offre un meilleur confort et pollue moins ».
En réalité, ce mode de transport répandu dans la capitale économique du Bénin n'est nullement le meilleur en termes de transport durable, dénoncent les environnementalistes. Car justifient-ils, ce moyen de transport utilise de l'énergie issue de la combustion fossile et donc contribue à l'émission des polluants gazeux nocifs à l'environnement et à la santé.

Des alternatives qui peinent à renverser la tendance

Cependant, des alternatives émergent pour pallier le problème depuis quelques mois. Renald BALLO est un jeune entrepreneur de la diaspora béninoise. Il est l'auteur d'une plateforme numérique de covoiturage, dénommé R-Mobility. Une plateforme dotée d'une application de mobilité partagée permettant de trouver des occasions en or de se déplacer en commun à moindre coût et de réduire son empreinte carbone.
Comme les jeunes innovateurs, le gouvernement béninois entreprend également des démarches comme le projet « Bénin Taxi » et le partenariat en cours avec le suède dans le domaine du transport de masse à travers des bus et autres

moyens de transport public utilisant le biocarburant.
Il est vrai que d'après les données officielles du ministère du cadre de vie et du développement durable, il est émis chaque jour près de 83 tonnes de monoxyde de carbone dans le pays, dont 49 tonnes par les motos-taxis, mais est-ce que les citoyens sont prêts à bousculer leurs habitudes de mobilité. Bien malin qui pourra répondre à cette interrogation. Il est donc à déduire que Cotonou est l'un des mauvais élèves en termes de transport durable en Afrique.
Toujours est-il que le développement durable tant souhaité, ne saurait être une réalité que si le transport routier béninois ne présente des caractéristiques protectrices de l'environnement et de la santé humaine.

Megan Valère SOSSOU

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN)

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN) au UN Climate Change.

Le Bénin prévoit de réduire ses émissions cumulées de gaz à effet de serre de 20,15% sur la période 2021-2030.

Consultez l\\\'intégralité de la #CDN mise à jour ici : https://lnkd.in/eKVbE_T5

La CDN révisée du Bénin prend en compte plusieurs nouveaux secteurs.

Pour l\\\’ #atténuation, elle inclut des mesures dans le secteur des déchets,
Pour l\\\’ #adaptation, le Bénin a intégré pour la première fois des objectifs sur la santé et le tourisme.

✍Plus d\\\’informations sur la mise à jour de la CDN en #Afrique de l\\\’Ouest prochainement ! Restez connectés !

#climatechange #COP26 #NDCs

Café Climat Calavi 2021 : l\’ONG Save Our Planet en collaboration avec ses partenaires, réédite l\’exploit d\’une jeunesse engagée à l\’innovation climatique

Dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de l\\\’Environnement, instaurée par les nations unies pour sensibiliser à la protection de l\\\’environnement, l\\\’ONG Save Our Planet en collaboration avec ses partenaires a tenu le pari de l\\\’organisation de la 2e édition du Café Climat étape de Calavi 2021. Cétait dans la salle SOKPON du Laboratoire d\\\’Ecologie Appliquée à l\\\’Université de Abomey-Calavi, le samedi 05 juin 2021.

Megan Valère SOSSOU

Fidèle à sa vision de contribuer à la protection de l\\\’environnement au Bénin, l\\\’ONG Save Our Planet a décidé à travers son projet dénommé Café Climat d\\\’impliquer les jeunes non seulement dans la recherche de solutions innovantes pour lutter contre les changements climatiques, mais aussi, soutenir leur participation à la gouvernance locale en la matière.

Ainsi, le samedi 05 juin 2021, une quarantaine de jeunes passionnés, spécialistes, et engagés dans la lutte contre les changements climatiques, réunit dans la salle SOKPON du laboratoire d\\\’Ecologie Appliquée à lUniversité de Abomey Calavi, a réfléchi et proposé des solutions capables de renverser la tendance climatique.

La rencontre sest ouverte aux environs de huit heures et trente minutes par les mots de bienvenue du président de la jeune organisation qui fête ses deux années dexistence.

Ouverture de la séance par le Parrain, le Président ONG Save Our Planet, le Représentant partenaires

Dans son allocution, Megan Valère SOSSOU, Président de l\\\’ONG Save Our Planet a souhaité les bienvenues au parrain, aux partenaires et à tous les participants, venus de divers horizons. Il fait remarquer toute l\\\’importance du Café Climat au regard des perturbations climatiques que subissent les communautés du Sud Bénin précisant que la présence d\\\’experts et d\\\’acteurs le réconforte déjà de la réussite de lévènement.

A la suite du message de réaffirmation de soutien du représentant des différents partenaires à cet évènement, le parrain a salué toute la détermination des membres de l\\\’ONG Save Our Planet à relever le défi dune justice climatique mondiale. Il a par ailleurs appelé à une synergie des organisations et activistes climatiques pour l\\\’atteinte de l\\\’objectif 13 du développement durable.

Après un zoom sur le projet Café Climat fait par Oslyde Cham

LANGANFIN GLELE, Chargée de suivi-évaluation au sein de lONG Save Our Planet, en lieu et place du Vice Président M. Joseph OLOWO, Chargé du projet Café Climat 2021, dérangé pour des raisons professionnelles, place aux échanges sur le thème principal animé par le professeur Henri TOTIN VODOUNON

Dans une ambiance conviviale de donner et de recevoir, ce scientifique de renom dans le domaine de la climatologie au Bénin à éclairer la lanterne des jeunes participants sur le rôle des jeunes dans la lutte contre les changements climatiques.

Dans cette optique, l\\\'innovation devient l\\\'élément clé pour garantir un bien-être socio-économique et environnemental. *« Vous devez en tant qu\\\'activistes climatiques apporter une plus-value à toutes vos initiatives afin quelles soient innovantes et impactent positivement toute votre communauté »* a-t-il recommandé. L\\\'instant questions-réponses a agrémenté les échanges.
Les participants ont eu droit à une motivation au leadership en innovation climatique présentée par la conférencière et Géophysicienne Sonia ALOWAKINNOU.

Il s\\\'en est suivi les présentations thématiques, débutés par celle du panier agriculture durable animés par le Directeur de la Société Cité Bio, M. Gaétan ALLIDE et le Président de l\\\'ONG Refuge de l\\\'Agronome, Stanislas OUSSOUKPEVI. Ces panélistes ont levé le coin de voile sur lapport de l\\\'agriculture biologique et écologique pour un climat meilleur.

Il en est de même pour le domaine Energie durable, qui a été marqué par le partage d\\\’expérience de M. Bruno GBODJIVI CEO de Smile Waste sur le BioGaz, et M. Roland ADJOVI le Directeur de Arpy Reigns, réputé dans la fabrication du charbon écologique au Bénin. Ce panel a permis aux participants de mieux comprendre le sens du recyclage et du rôle indéniable des énergies durables (biogaz, charbon écolo etc.) dans les actions en faveur du climat.

Le dernier panel animé par M. Mohamed ADJIBI de Voix et Actions Citoyennes sur la réparation des appareils électroniques évitant les émissions des déchets électroniques, initiative Blodothon et le Dr Innocent AHAMIDE, Enseignant chercheur à l\\\’herbier National, Botaniste et membre de lONG Save Our Planet sur l\\\’importance de la conservation de la biodiversité sur le climat. A travers ce panel, les participants sont mieux aguerris sur les différentes techniques de protection du climat par des initiatives éco-citoyennes responsables.
Le Café Climat, étape de Calavi a servi également de tremplin pour des propositions de solutions innovantes à la suite des travaux des quatre groupes thématiques constitués à savoir : Climat-Agriculture, Climat-Biodiversité, Climat-Energie et Eau et enfin Climat-Santé.

Groupe Climat-Agriculture

Groupe Climat-Biodiversité

Groupe Climat-Santé

Groupe Climat-Energie et Eau

Au terme des travaux, les groupes se concentreront sur une seule problématique, y développeront une solution concrète pour concourir aux opportunités à venir. Telles sont les attentes des travaux des quatre groupes thématiques formés a déclaré Megan Valère SOSSOU, Président de l\\\’ONG Save Our Planet.

Cérémonie de remise d\\\’attestation aux participants et aux partenaires

Cette journée du 05 juin 2021 qui marque également le lancement officiel par les Nations Unies de la décennie 2021-2030 en faveur de la Restauration des Écosystèmes dans le monde a été riche en couleur, en partage d\\\’expérience et en réseautage. Elle a été clôturée non seulement par la remise des attestations de participation aux jeunes participants mais aussi de la remise des attestations de reconnaissance aux honorables partenaires qui ont rehaussés le Café Climat, édition 2021.

Jeunesse pour la justice climatique

Equipe d\\\’organisation

Notons que la participation active des participants et des partenaires, a démontré de l\\\’engagement sans cesse de tous les acteurs à s\\\’activer pour un climat favorable à toute et à tous.

Le cap étant désormais mis sur la ville de Parakou le samedi 12 Juin 2021 pour le même exercice au profit des jeunes du septentrion.

#CaféClimatCalavi2021 #OngSaveOurPlanet #LABIS #SociétéCitéBio #APODD #TalkAg #ArpyReigns #SmileWaste #VOACitoyenne #OngReAgro #OngSaveVignon #Blossom #Give1ProjectAbomeyCalavi #CoalitionVeilleCitoyenneODDPag #JournalSantéEnvironnement

---

Vulgarisation des textes, politiques et lois sur l'eau, l'environnement et le climat en Afrique de l'ouest et au Bénin: les journalistes s\'engagent

Il a été organisé à l'attention des femmes et hommes des médias du Bénin, un atelier national sur la vulgarisation des politiques, lois et textes adoptés sur l'eau, l'environnement et le climat au Bénin. C'était du lundi 21 au mardi 22 Juin 2021 dernier à l'Hôtel du Lac (Cotonou).

Megan Valère SOSSOU

Photo de famille Atelier PNE/UICN PACO/GWP/AO
L\\\'exacerbation des évènements climatiques extrêmes dont la sécheresse et les inondations en Afrique de l'ouest, conséquences du réchauffement climatique, justifie l'organisation d'un atelier national au profit des médias au Bénin.
Cette rencontre organisée conjointement par le PNE Bénin, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature à

travers son Programme pour l'Afrique Centrale et Occidentale (UICN PACO) et Global Water Partnership Afrique de l'ouest (GWP/AO) dans le cadre du Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale a reçu le financement de l'Agence Suédoise pour le Développement International.
Elle a impliqué une quinzaine de femmes et hommes des médias, venus de tous les départements du Bénin à la vulgarisation des politiques et textes adoptés sur l'eau, l'environnement et le climat au Bénin.

A l'ouverture, André ZOGO, Secrétaire Exécutif du Partenariat National de l'Eau, a salué l'accompagnement et l'implication de l'UICN PACO dans le renforcement des capacités des Hommes des médias.

Prenant la parole, au nom de l'Unité de Coordination de l'UICN PACO, Ludovic Aristide TAPSOBA justifiant l'initiative par la nécessité de concerter les acteurs dans la vision d'une gestion rationnelle des ressources naturelles en Afrique occidentale, a encouragé les participants à donner de bonnes orientations et des propositions réalistes et réalisables afin d'accompagner la mise en œuvre du Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale.

Les officiels à l\\\'ouverture de l\\\'atelier
Représentant le ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable à cette circonstance, Jeanne AKOHA a remercié les différents partenaires à l'évènement sans oublier de rappeler le rôle crucial que doivent jouer les journalistes dans la compréhension des textes, et lois et politiques liés à l'eau, l'environnement et le climat au Bénin.

Les journalistes en session de travail
Les différentes communications sur les problématiques liées à l'eau, l'environnement et le climat en Afrique de l'ouest et

au Bénin, le cadre légal et politique sur le changement climatique, sur l'eau en Afrique de l'ouest et au Bénin ont meublé les acquis des participants.

Photo de famille Atelier PNE UICN PACO GWP AO
Tout en s'engageant pour une large vulgarisation des politiques et textes adoptés sur l'eau, l'environnement et le climat, les femmes et hommes des médias participants ont su produire des messages et articles de presse écrite, audio et audiovisuelle.
Selon Romain Dékadjevi, journaliste à Radio Tokpa, c'est un renforcement de capacité qui vient à point nommé pour mieux sensibiliser les populations et les décideurs sur les politiques et textes adoptés sur l'eau, le climat et l'environnement.

Les participants qui ont reçu leurs attestations de participation, sont sortis de cette rencontre mieux aguerris pour informer, sensibiliser et mobiliser les populations et décideurs sur les politiques, textes adoptés et lois sur l'eau, le climat et l'environnement au Bénin et dans l'Afrique de l'ouest.

Jour du dépassement : A partir de ce jour, 29 juillet 2021, l'humanité vit à crédit

A partir du 29 juillet 2021, l'humanité vit à crédit. ©Marc Garanger/Aurimages/AFP29/07/2021

Depuis maintenant plusieurs décennies, les humains consomment bien plus de ressources que notre planète ne peut en régénérer en l'espace d'un an. Et chaque année ou presque, la date de ce dépassement est plus précoce que la précédente.

« À partir d'aujourd'hui, l'humanité vit à crédit ». C'est bien souvent par cette phrase qu'est annoncé le jour du dépassement, la date à laquelle les êtres humains ont consommé l'ensemble des ressources que la Terre est censée pouvoir produire en un an. L'année dernière, ce **jour du dépassement** à l'échelle mondiale tombait le 22 août, soit près d'un mois plus tard qu'en 2019, la crise du Covid étant passée par là et ayant contraint les économies du monde entier à tourner au ralenti ou à s'arrêter, limitant ainsi le prélèvement de ressources.

Exploitation disproportionnée des ressources

Publié par l'ONG Global Footprint Network (GFN), cet indice annuel, qui est calculé à l'échelle de la planète entière (« *Earth overshoot day* ») ainsi que pour chaque pays (« *country overshoot days* »), nous donne un aperçu de l'exploitation disproportionnée des ressources naturelles que l'humanité opère. Depuis plusieurs décennies, le constat est sans appel : nous pêchons davantage de poissons, cultivons davantage de terres ou encore abattons plus d'hectares de forêt que la nature peut en régénérer durant une année. Plus précisément, c'est près de 1,7 Terre dont il faudrait disposer pour pouvoir satisfaire nos besoins actuels. Et depuis les

années 1970, la date du jour du dépassement à l'échelle mondiale ne cesse d'avancer. Du 20 décembre en 1971, le « ***Earth overshoot day*** » devrait passer le 29 juillet en cette année 2021.

Cette année, la date prévue par le GFN est donc la même qu'en 2019. Pour projeter cette échéance, les équipes de recherche de l'organisme se basent sur deux indicateurs. Elles font ainsi état d'une hausse de 6,6% de l'empreinte carbone mondiale entre 2020 et 2021, ce résultat étant obtenu sur la base des données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sur les émissions de gaz à effet de serre, et sur celles du Global Carbon Project en matière de séquestration des émissions par les océans. Dans le même temps, la biocapacité des forêts du globe, c'est-à-dire d'une part sa capacité à fournir une certaine quantité de ressources propres, et de l'autre sa propension à absorber le CO2, a diminué de 0,5%, notamment sous l'effet de la déforestation de la forêt amazonienne, le poumon vert du globe.null

Un péril global qui questionne les habitudes individuelles

En matière de poids dans la **consommation globale de ressources,** tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. Et contrairement à ce que l'on pourrait penser, le poids des pays dans la consommation globale de ressources planétaires est loin d'être proportionnel à leur population ; il est uniquement imputable aux empreintes carbone individuelles additionnées, elles-mêmes dépendant du mode de vie. Ainsi, si toute l'Humanité adoptait le mode de vie de Qataris, elle aurait besoin de 8,9 planètes par an pour satisfaire ses besoins. Quant aux Américains, leur train de vie généralisé à toute la planète nécessiterait cinq fois les ressources que la Terre est capable de renouveler en un an, et 2,7 pour les Français. C'est donc avant tout le modèle de

consommation des pays les plus développés qui semble incompatible avec une sobriété qui serait pourtant indispensable.

Si l'année 2020 a pu être source d'espoir, reste que cet arrêt exceptionnel des activités n'aurait pas pu être opéré spontanément et fait figure d'anomalie dans le paradigme actuel. Après la pandémie qui a enrayé l'activité humaine et contracté la croissance mondiale de près de 3,5%, l'AIE tablait ainsi début 2021 sur une forte reprise de la hausse des émissions de CO2 synonyme d'un retour au *rythme d'avant la crise*. Réduire l'empreinte carbone humaine de 50 % laisserait pourtant à la Terre un répit de quelques 93 jours, sachant qu'une **empreinte carbone nulle** avant 2050 est une condition nécessaire au respect de l'Accord de Paris. Si la méthode de calcul du jour du dépassement est parfois critiquée pour ses limites, elle permet *a minima* de dégager une tendance globale : l'appétit insatiable des humains (ou de l'humanité) qui, plus nombreux et avec un niveau de vie qui augmente, consomment de plus en plus.

Des petits gestes à multiplier à grande échelle

Le GFN insiste sur la nécessité d'agir pour repousser cette date le plus tard possible, action qui passera obligatoirement par la coopération internationale. « En novembre prochain, les yeux du monde seront braqués sur Glasgow et la COP26. Lors de ce sommet, devront être prises des décisions qui montrent que tout est mis en œuvre pour un futur meilleur », déclarait dans un communiqué du GFN Jamie Toney, professeur en sciences de l'environnement à l'université de Glasgow. Mais puisque chaque geste compte, le GFN incite également à la mobilisation à l'échelle individuelle, en partageant ses bonnes pratiques écoresponsables par le biais du hashtag **#Movethedate**. À ce titre, l'ONG estime par exemple que diviser par deux notre

consommation de protéines animales repousserait le dépassement de 15 jours. Un repos qui serait déjà bienvenu et qui n'est pas impossible, mais repose, dans tous les cas, sur une mobilisation globale.

Agir, oui, mais par où commencer pour réduire son impact carbone ? Pour savoir où se situer à l'échelle individuelle en la matière, rendez-vous sur le simulateur nos GEStes Climat de l'Agence de la transition écologique (ADEME) et l'Association Bilan Carbone, qui permet d'estimer son empreinte sur la base de quelques questions. Et pour participer concrètement à la transition écologique et trouver des solutions au quotidien, le site de l'ADEME fournit de nombreuses clés pour passer à l'action.

Source : Partenaire ***Info Durable***

Sommet Africain sur le Climat : Les chefs religieux formulent six demandes

Les chefs religieux ont condamné l'inaction des responsables de la crise climatique et reproché aux pays du Nord d'avoir détourné le sommet africain sur le climat.

L-R Sujarta Kotamraju, Chediel Elinaza, Sheikh Ibrahim,Lethome, FrCharles Chilufy et Bishop Hassa Kukah
Dans une déclaration lue à l'historique Ufungamano House de Nairobi, en marge du sommet africain sur le climat, des représentants des communautés hindoues, musulmanes et chrétiennes de diverses confessions ont déclaré que

l’événement ignorait les voix les plus cruciales dans les efforts déployés pour faire face à la crise climatique.

Ils ont formulé six demandes. Concernant le financement de la lutte contre le changement climatique, ils ont déclaré « Nous sommes conscients du fait que le continent africain n’a pas bénéficié d’un soutien financier adéquat malgré les efforts et les engagements des pays développés en ce sens. Le sommet africain sur le climat est l’occasion pour les pays développés, qui ont le plus contribué à la crise climatique, d’aller au-delà de la rhétorique et de fournir le financement attendu depuis longtemps.

Les dirigeants ont demandé des fonds pour indemniser les victimes de pertes et de dommages, ajoutant que le continent s’attendait « aux effets néfastes les plus graves du changement climatique induit par l’homme, par rapport à la plupart des autres régions du monde, en raison d’une capacité d’adaptation relativement faible ».

Ils ont appelé à l’opérationnalisation, « y compris la capitalisation par les pays riches, du fonds de pertes et dommages pour offrir une aide aux pays du Sud par l’octroi de subventions ».

D’autres étaient « Les jeunes et les emplois verts », en reconnaissance de la croissance démographique. « Nous appelons les dirigeants africains à adopter un plan d’action avec des mesures politiques et réglementaires solides nécessaires pour que les pays africains mettent en œuvre et soutiennent la croissance d’économies vertes inclusives qui peuvent fournir des emplois aux jeunes ». D’autres demandes concernaient le soutien à la recherche et à l’innovation pour promouvoir une diversification et une croissance économiques plus vertes, des stratégies qui facilitent le développement de solutions financières, entre autres. La quatrième demande concernait l’adaptation au climat, avec un appel à la Semaine africaine du climat pour « avoir des plans de mise en œuvre clairs sur

le renforcement des actions d'adaptation et de résilience contre les conséquences de la crise climatique comme l'un de ses principaux résultats ».

Jessica Mwali
Les chefs religieux ont abordé la question de l'élimination progressive des combustibles fossiles et du soutien à l'accès aux énergies renouvelables, ainsi que l'agriculture, la sécurité alimentaire et la souveraineté.

« En tant que gardiens de la sagesse spirituelle et de l'orientation morale, nous sommes découragés par la façon dont les actions visant à lutter contre le changement climatique ne sont pas à la hauteur de l'ambition urgente requise. Les valeurs d'intendance, d'empathie, de justice, d'équité et de solidarité inscrites dans nos traditions religieuses doivent guider chaque décision et action prises lors du Sommet et de la Semaine africains du climat », peut-on lire en partie dans la déclaration.

S'exprimant après avoir lu la déclaration hier, Sheikh Ibrahim Lethome, du Conseil religieux islamique, a déclaré que les jeunes étaient essentiels à la réalisation d'actions dans le domaine de l'agriculture et dans d'autres secteurs. Il a insisté sur la nécessité de faire entendre la voix des chefs religieux dans les discussions sur le changement climatique, en tant que guide moral pour le reste du monde, afin de restaurer le bien-être de notre mère la Terre.
« Je n'ai jamais vu quelqu'un acheter une voiture et l'utiliser d'une manière qui n'est pas indiquée dans le manuel d'utilisation. Je n'ai jamais vu personne ajouter du porridge, du thé noir ou du soda dans un réservoir de carburant. La religion est un atout pour la reconquête de notre environnement. Dieu a créé ce qui est bon pour nous, et nous devons suivre le mode d'emploi. Notre espoir réside dans le retour au manuel d'utilisation. Nous devons guider les hommes politiques. Ce n'est jamais la charrette qui mène le cheval »,

a-t-il déclaré.
L’ecclésiastique a demandé aux dirigeants africains de défendre les intérêts du continent lors du sommet, qui a été condamné pour avoir exclu de nombreuses personnes et ressemblé à des amphithéâtres.

L’évêque tanzanien Chediel Elinaza Sendoro a appelé à la récupération de la place de la foi pour assurer le bien-être de la société, et a encouragé les jeunes à maintenir le cap dans la lutte contre la crise climatique.
L’évêque Hassan Kukah, du Nigeria, a demandé aux jeunes de « décider du type de siège qu’ils souhaitent occuper à la table des décisions » et a appelé à la responsabilité personnelle pour mener à bien l’action climatique.
« Alors que nous attribuons à Dieu et aux gouvernements le blâme et la responsabilité de la crise climatique, nous devons également nous rappeler de regarder vers l’intérieur et de nous attaquer résolument à la corruption, au niveau local, même si nous la combattons au niveau international », a-t-il déclaré.
L’ecclésiastique a ajouté que la conversation sur le climat devait commencer au niveau local et aller au-delà de la publication de déclarations. « Les jeunes sont bien mieux équipés. Ils peuvent emprunter nos voix alors que nous cherchons à utiliser leur énergie », a-t-il déclaré.
Sujarta Kotamraju, du Conseil religieux hindou, a déclaré que tous les livres saints recommandaient la protection de l’environnement. « Avant le plastique, nous survivions. Aujourd’hui, il abîme les animaux dans les parcs, les chutes d’eau, les océans et toutes les créations qui s’y trouvent », a-t-elle déclaré, se réjouissant de la décision des participants à la réunion de demander à l’hôtel de leur servir de l’eau dans des verres plutôt que dans des bouteilles en plastique.
Sujarta Kotamraju, du Conseil religieux hindou, a déclaré que tous les livres saints ordonnaient la protection de l’environnement. « Avant le plastique, nous survivions.

Aujourd’hui, il abîme les animaux dans les parcs, les chutes d’eau, les océans et toutes les créations qui s’y trouvent », a-t-elle déclaré, se réjouissant de la décision des participants à la réunion de demander à l’hôtel de leur servir de l’eau dans des verres plutôt que dans des bouteilles en plastique.

Matobu

Mme Kotamraju a exhorté les jeunes à utiliser leur énergie et leur agilité pour exiger de leurs dirigeants qu’ils fassent preuve de justice climatique, tout en se faisant les champions du bien-être dans leur environnement. « Si vous prenez soin de l’environnement, il prendra soin de vous », a-t-elle déclaré.

Charles Chilufya, un religieux zambien, a exhorté les Africains à veiller à ce que l’action climatique soit menée au niveau local. »L’augmentation du financement de la lutte contre le changement climatique est importante, mais ne doit pas être le seul objectif. Des vies sont en danger. Nous devons respecter davantage la dignité humaine et celle des autres créations, et faire preuve de compassion pour stimuler l’action », a-t-il déclaré.

Jessica Mwali, une jeune Zambienne, a demandé aux chefs religieux de faire en sorte que l’Afrique soit reconnue comme un cas à part, afin de mettre un terme à l’idée que le continent se voit prêter de l’argent pour relever les défis du changement climatique. « L’argent devrait être versé à l’Afrique sous la forme de subventions, et non de prêts », a-t-elle déclaré.

Un religieux ougandais nommé Matobu a demandé aux participants d’être de bons intendants des créations de Dieu. « Tout comme les humains, les arbres pleurent et l’environnement est également fatigué. Nous devons intégrer des enseignements qui encouragent à traiter la création de Dieu comme il l’a ordonné », a-t-il déclaré.

Il a appelé les jeunes à s’exprimer haut et fort sur les questions climatiques et à s’emparer de l’espace qui leur

revient pour proposer des solutions. « Nous n'avons pas besoin du soutien de l'Occident pour apprendre à nos concitoyens à bien traiter l'environnement », a-t-il déclaré.
À la fin de la réunion, Sheikh Lethome a donné aux participants des pistes de réflexion : « Nous ne pouvons pas aller au paradis sans préparer une meilleure place sur terre. Vous devez traiter l'environnement correctement pour mériter votre place au paradis ».

Kigali accueille la 5e édition de la Conférence Internationale sur l'Agenda de la Santé en Afrique

La Conférence Internationale sur l'Agenda de la Santé en Afrique (AHAIC, 2023) s'ouvre demain à Kigali au Rwanda. Elle rassemblera non seulement, les parties prenantes africaines dans le domaine de la santé, du climat et du développement mais aussi, des représentants des États africains pour plaider en faveur d'une voix continentale unifiée. Il s'agira aussi de favoriser la collaboration régionale et créer une position unifiée sur l'action climatique et la résilience des systèmes de santé avant l'AGNU 78 et la COP 28.

Cette conférence

en ce bi en na le se dé ro ul er a du 5 au 8 ma rs so us le th èm e « Sy st èm es de sa nt é ré si li en

ts pour l’Afrique : Repenser l’avenir maintenant ». Les parties prenantes de la

santé, du développement et du climat se réuniront pour la cinquième édition.

A cette nouvelle édition, l’AHAIC 2023 réunira la communauté africaine, les dirigeants mondiaux, les financiers, les

innovateurs, les technologues, les scientifiques et les experts de tous les domaines pour discuter des politiques de santé pour l'Afrique en réponse aux défis les plus urgents de notre époque – conflits, climat changement climatique, l'insécurité alimentaire et les violations des droits de l'homme.

Organisée conjointement par Amref Health Africa, le ministère de la Santé du Rwanda, l'Union africaine et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), AHAIC 2023 est la première conférence mondiale sur la santé organisée en Afrique à se concentrer sur l'intégration du climat dans l'élaboration des politiques de santé et vice versa.

La conférence servira de tremplin aux conférences mondiales sur la santé et le climat où elle présentera une pétition mondiale dirigée par l'Afrique pour une action climatique urgente et des politiques de santé mondiales durables qui soutiendront le cheminement de l'Afrique vers des systèmes de santé résilients.

En effet, ladite conférence débutera par un événement de marche le 5 mars lors de la Journée sans voiture de Kigali, dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'action climatique pour la santé. Cela sera suivi de trois jours de plénières, de réunions de haut niveau, d'ateliers et de sessions de réseautage qui auront lieu du 6 au 8 mars.

Rappelons que la Conférence internationale sur l'agenda de la santé en Afrique (AHAIC) est une réunion phare d'Amref Health Africa. C'est la plus grande conférence sur la santé et le développement organisée en Afrique tous les deux ans.

Megan Valère SOSSOU

Harmattan en février au Bénin: les explications de l'éminent Professeur en Climatologie, Michel BOKO

Il est revenu en force. Après un coup de chaleur bien étouffante, les populations du Bénin ont été surprises par le rebondissement du harmattan qu'elles croyaient partir depuis son bref passage en décembre. Ce vent très sec de l'est ou du nord-est a encore soufflé sur le Sahara et l'Afrique occidentale. Le Bénin n'étant pas épargné, les questionnements vont bon train.

Professeur Michel BOKO

Est-ce un phénomène ordinaire ou extrao

rd
in
ai
re
?
Es
t-
il
li
é
au
ch
an
ge
me
nt
cl
im
at
iq
ue
ou
pa
s
?
Co
mm
e
da
ns
le
fo
ru
m
Wh
at
sA

pp
dé
no
mm
é
«
Tr
ib
un
e
Ve
rt
e
»,
il
s
so
nt
no
mb
re
ux
au
Bé
ni
n
à
s’
in
qu
ié
te
r
de
ce
ph
én

omène, rare de nos jours. Mais cette situation est-elle vraiment extraordinaire ?

Non ! dira l'éminent Professeur en Climatologie, Michel BOKO, le harmattan en fé

vrier, c'est pas une anomalie. C'est plutôt la norme explique-t-il tout en pr

écisant que ce vent souffle sur nos régions, quand le front polaire descend ve

rs le Tropique. Or, c’est en février que le front polaire Boréal est au maximum

de sa puissance.

Les inquiétudes et interrogations ont évidemment leur place, car il y a bien longtemps que la situation ne soit plus remarquée normalement. Une réalité que confirme le Professeur : « Il se trouve que depuis les années 60, il n'y a plus de « normalité » climatique. Mais de temps en temps, cette normalité se rappelle à notre souvenir. »

Pour ceux qui ont pensé que le rebondissement du harmattan serait lié à une tempête de poussière enregistrée dans l'après-midi du 15 février au niveau du Tchad, le Professeur invite à ne pas mélanger les choses. Il soutient « Il ne faut pas confondre les transports solides avec la climatologie synoptique. L'un conditionne l'autre, mais ils ne doivent pas être confondus. Le renforcement de l'anticyclone de Ennedi (sur le Tchad) est une condition nécessaire pour le déclenchement du harmattan. »

Mais, prévient-il, ce renforcement se fait par glissement du jet subtropical vers le Tropique sous la poussée du front polaire boréal. Le jet subtropical d'altitude vient coiffer l'anticyclone thermique de Ennedi, ce qui renforce la pression au sol et déclenche les flux du harmattan. Il est à retenir de tout ce qui précède que les charges de poussières ne sont qu'une conséquence du harmattan et non le moteur.

Ces revirements de situations climatiques sont le fruit de l'action destructive de l'Homme sur son environnement. Et ça, le Professeur Michel BOKO ne veut pas qu'on soit surpris quand on continue de raser les forêts pour produire du coton et du soja. « Vous devrez vous attendre à tout » a –t-il ajouté pour

finir.

Megan Valère SOSSOU

Marche pour le climat : JVE Bénin mobilise les jeunes

*Pour la cause climatique, les jeunes n'ont pas voulu rester en marge. Ils ont pris d'assaut les artères de leurs villes pour exiger de la justice Climatique. C'était à l'initiative de l'organisation internationale Jeunes Volontaires pour l'Environnement qu'ils se sont exprimés à t*ravers des messages inscrits sur des pancartes et une marche d'ensemble.

Rassemblés à l'initiative de Jeunes Volontaires pour l'Environnement, les jeunes des organisations locales membres de JVE Bénin ont répondu présents à l'appel, témoignant une fois encore leur engagement au service du climat.

Tout comme à Cotonou, les jeunes de la commune de Abomey – Calavi ont aussi saisi l'occasion de s'exprimer pour un climat favorable. C'était dans la grande maison estudiantine, l'Université d'Abomey Calavi. Dans la convivialité habituelle, les jeunes ont su faire d'une pierre deux coups en ramassant des déchets plastiques sur leur trajet.

À Djougou également, les jeunes ont pris départ de l'hôtel de Ville pour traverser une bonne partie de la ville avec des pancartes comportant des messages de sensibilisation, d'appel à mobilisation pour la cause de l'environnement.

Rappelons qu'à l'issue de cette marche dans les différentes villes du Bénin, les jeunes ont appelé à travers des déclarations à plus d'engagements réalistes de la part des pays émergents. Ils estiment nécessaire d'augmenter les financements pour l'adaptation des changements climatiques.

De Cotonou à Djougou en passant par Abomey – Calavi, **JVE Bénin** vient ainsi de remobiliser les jeunes béninois pour le climat à la veille de l'ouverture de la 26e Conférence des parties qui se tient à Glasgow en Écosse.

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN)

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN) au UN Climate Change.

Le Bénin prévoit de réduire ses émissions cumulées de gaz à effet de serre de 20,15% sur la période 2021-2030.

Consultez l'intégralité de la #CDN mise à jour ici : https://lnkd.in/eKVbE_T5

La CDN révisée du Bénin prend en compte plusieurs nouveaux secteurs.
Pour l' #atténuation, elle inclut des mesures dans le secteur des déchets,
Pour l' #adaptation, le Bénin a intégré pour la première fois des objectifs sur la santé et le tourisme.

✍Plus d'informations sur la mise à jour de la CDN en #Afrique de l'Ouest prochainement ! Restez connectés !

#climatechange #COP26 #NDCs